

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 21/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDS MOULINS DE PARIS

99 rue Mirabeau
94200 Ivry-sur-Seine

Références : D-1940-MRS-2023
Code AIOT : 0006401570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement GRANDS MOULINS DE PARIS implanté 13, Traverse Magnan 13003 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du suivi d'un arrêté de mise en demeure relatif au bruit, ainsi que de la mise à jour de l'étude de dangers du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDS MOULINS DE PARIS
- 13, Traverse Magnan 13003 Marseille
- Code AIOT : 0006401570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Grands Moulins de Paris (GMP) exploite sur la commune de MARSEILLE, une unité de

fabrication de farines (minoterie). L'usine est soumise au régime d'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 3642 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruit
- Contrôle d'accès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gardiennage et contrôle des accès	AP Complémentaire du 07/12/2007, article 7.3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 30/11/2017, article 1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenus de l'EDD	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en conformité nécessaire au respect des valeurs limites réglementaires pour les émissions sonores a été retardée par l'expertise judiciaire en cours, qui n'a pas permis l'installation des équipements nécessaires. Ces derniers ont finalement été installés en octobre 2023, et le suivi du retour à la conformité est réalisé par ailleurs par l'inspection.

L'étude de dangers transmise par l'exploitant est actuellement en cours d'instruction.

Enfin, il apparaît que le contrôle des accès au site est actuellement insuffisant et doit être revu afin de respecter la réglementation applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenus de l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contenus de l'EDD - AMPG SILOS A
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une étude de dangers au sens des articles L 512-1 du code de l'environnement et 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Cette étude doit préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence,</p>

la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.
Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus du présent arrêté, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.
Constats : <p>Au cours de l'année 2018, l'inspection de l'environnement a informé la société Grands Moulins de Paris de la nécessité de procéder à la mise à jour de l'étude de dangers. Cette démarche était justifiée par l'évolution de la réglementation applicable à ce sujet.</p> <p>L'exploitant a alors engagé les études nécessaires, qui devaient conduire à la remise d'une étude mise à jour courant 2019. Depuis cette date, l'exploitant a plusieurs fois repoussé la remise de cette étude, qui a finalement été transmise en avril 2023.</p> <p>Cette étude en cours d'analyse par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Prescription contrôlée : <p>La société Grands Moulins de Paris exploitant des silos de blé et de farine et des installations de broyage, nettoyage et tamisage des blés dans son établissement situé 13 Traverse Magnan à Marseille (13003) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral n°126-2007 A susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettant dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, un plan d'action détaillé pour réduire les émissions sonores de ses installations ; • mettant en œuvre une première série d'actions visant à réduire les niveaux de bruit et les émergences sonores et en réalisant une campagne de mesure montrant les progrès réalisés dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté ; • mettant en œuvre les actions nécessaires pour respecter les niveaux limites de bruit et les émergences sonores réglementées et en réalisant une campagne de mesure le démontrant avant le 31 décembre 2018.
Constats : <p>La société Grands Moulins de Paris a fait réaliser par un acousticien une étude destinée à réduire les émissions sonores.</p> <p>Les préconisations issues de cette étude ont conduit la société Grands Moulins de Paris à installer des nouveaux équipements destinés à réduire les émissions sonores. Compte tenu de l'insuffisance de ces équipements pour parvenir à un respect complet des valeurs limites applicables, de nouveaux équipements ont été commandés et reçus. Toutefois, leur installation a été suspendue par l'expertise demandée dans le cadre de la procédure judiciaire actuellement en cours (initiée en 2018). La société Grands Moulins de Paris a produit deux courriers de l'expert judiciaire (en janvier et décembre 2022), confirmant qu'aucune modification, ni aucun travaux, ne</p>

seraient acceptés avant la fin de sa mission.

Néanmoins, la société Grands Moulins de Paris a depuis obtenu un accord permettant l'installation des nouveaux équipements. Le respect des niveaux sonores réglementaires à l'issue de ces travaux est suivi par l'inspection dans le cadre d'une procédure distincte.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2007, article 7.3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage

Prescription contrôlée :

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. La gestion des portails est adaptée en conséquence.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer et les moyens à y affecter.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Constats :

Le site est traversé par une portion de la traverse Magnan, qui est une voie publique débutant à l'entrée du site (dans la continuité de la rue de la Chapelle) et desservant plusieurs immeubles enclavés.

La société Grands Moulins de Paris dispose de deux portails implantés de part et d'autre de la portion traversant le site. Ces portails sont maintenus ouverts durant la journée (période d'exploitation), mais le service de gardiennage et d'accueil ne procède à aucun contrôle des personnes et véhicules traversant le site.

En dehors des périodes d'exploitation, seul le portail donnant vers la rue de la Chapelle est fermé. Toutefois, plusieurs dizaines de badges permettant l'accès à pied et en véhicules ont été distribués aux occupants des immeubles situés dans la partie enclavée de la traverse Magnan. Aucun dispositif de gardiennage permettant de contrôler cet accès n'est présent durant cette période.

La société Grands Moulins de Paris précise que l'accès aux installations est contrôlé par un système de badges spécifiques, et que les personnes traversant le site n'y ont pas un accès direct.

Toutefois, compte tenu de la présence d'équipements sensibles (silos), il apparaît que les dispositions mises en œuvre par la société Grands Moulins de Paris sont insuffisantes pour encadrer les risques induits par cette situation.

La société Grands Moulins de Paris n'a pas été en mesure de détailler les démarches engagées pour supprimer la traversée de son site.

Ainsi, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure la société Grands Moulins de Paris de respecter l'ensemble des dispositions applicables concernant le gardiennage et le contrôle des accès.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois